Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-386** **16/05/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 21

Objet : Appel à candidatures : 21 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM) :

- 1 poste de chargé(e) de mission affaires générales - commande publique - communication (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 juin 2019.

- 1 poste d'assistant(e) à la maîtrise d'ouvrage (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 juin 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission coordination transversale (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 juin 2019.

- 1 poste de chef(fe) de service des contrôles et suivi des audits F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 juin 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de gestionnaire de carrières (F/H) (catégorie B) à Paris (75).
Date limite de candidature : 28 mai 2019.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste chargé(e) de mission énergies renouvelables et biodiversité (F/H) (Catégorie A/A+) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 13 juin 2019.

- 1 poste de chef du département communication numérique et multimédia (F/H) (Catégorie A) à Pérols (34).
Date limite de candidature : 09 juin 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission « engagement des collectivités – TEN » (Catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 09 juin 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

- 1 poste de référent scientifique résidus et sécurité des aliments (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

- 1 poste de chef d'unité adjoint UCB (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

- 1 poste de coordinateur scientifique - Biocides (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chef(fe) du service général (F/H) (catégorie A) à Dijon (21).
Date limite de candidature : 14 juin 2019.

- 1 poste de chef de secteur - contrôles "RDR Hors-surfaces" pêche (F/H) (catégorie A) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 20 juin 2019.

- 1 poste de chef de projet "insertion par l'activité economique" (F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 20 mai 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission (F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 23 mai 2019.

- 1 poste de chef du service appui à la gestion, contrôle interne et outils F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 31 mai 2019.

- 1 poste de gestionnaire d'application informatique (F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 20 juin 2019.

- 1 poste de chef de secteur - "emploi et insertion'' (F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 20 juin 2019.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef(fe) de pôle à la direction Intervention - unité romotion (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 juin 2019.

- 1 poste de chef(fe) de pôle programmes opérationnels (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 juin 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chargé(e) de mission affaires générales - commande publique - communication

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 1	**RIFSEEP : Groupe 4**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.
Objectifs du poste	Chargé(e) de mission affaires générales - commande publique – communication au sein du Secrétariat général
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Commande publique :** - Mise en œuvre de la commande publique de l'établissement (rédaction du DCE, publication et correspondance avec les candidats) ; - Veille juridique relative à l'évolution du Code de la commande publique ; - Mise à jour du guide de procédure "commande publique" ; - Organisation et secrétariat du Comité d'examen des offres (CEO) ; - Suivi des marchés publics, contrats et conventions et leur enregistrement dans SIREPA ; - Mise à jour et suivi du tableau annuel des marchés passés sous procédures adaptées et formalisées. **Communication :** - Organisation et mise en œuvre de la participation de l'ODEADOM au Salon International de l'Agriculture (y compris préparation et suivi de l'exécution des marchés publics qui y sont liés) ; - Mise à jour du site internet : mise en lignes de documents et mise à jour des données ; - Supervision, coordination et relecture de publications de l'Office (rapport annuel, plaquettes). **Affaires générales :** - Suivi et commande de la flotte téléphonique et gestion des forfaits téléphoniques ; - Communications générales aux agents de l'ODEADOM.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Les ministères chargés de l’agriculture et de l’outre-mer ;
- Fournisseurs de l’établissement.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
Capacité d’analyse et de synthèse
Expérience dans le domaine de la communication souhaitée ou à acquérir
Connaissance du logiciel Wordpress souhaitée ou à acquérir
Connaissance des règles de la commande publique souhaitée ou à acquérir</td><td>Savoir-faire
Organisation et planification des tâches
Rigueur
Sens du contact humain
Aptitude au travail en équipe
Prise d’initiative et dynamisme</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane Joret : Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stéphane.joret@odeadom.fr

Date limite de dépôt des candidatures : 15 juin 2019</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Assistant(e) à la maîtrise d'ouvrage – Secrétariat général

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : 1	**RIFSEEP : Groupe 4**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-Mer. Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les DAAF participent à la réalisation de ses missions à travers des conventions de représentation territoriale. Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.
Objectifs du poste	Assistance à la maîtrise d'ouvrage.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Assistance à la maîtrise d'ouvrage :** - Cheffe de projet Andromaid ; - Rédaction de cahier des charges fonctionnel après analyse des besoins exprimés par la Maîtrise d'ouvrage ; - Organisation équipe AMOA : priorisation, attribution des tâches, suivi des travaux. - Planification, suivi et reporting de l'avancement du projet - Assistance utilisateur sur la recette fonctionnelle des nouveaux besoins métier ; - Suivi des activités TMA (suivi des fiches d'anomalies, d'évolutions, suivi du tableau de bord, suivi des bons de commande et des factures) ; - Suivi des versions (Livraison, Recette, Mise en production) et installation, recette technique ; - Assistance utilisateurs (Requêtes, Extractions de données) ; - Suivi des différents travaux de refonte applicative (Analyse des livrables, suivi des sprints, comptes-rendus réunion interne) ; - Installation des versions, recette ; - Rédaction des nouvelles procédures suite à la refonte applicative et mise à jour des procédures actuelles. **Sécurité des systèmes d'information :** - Appui au RSSI en matière de : o Suivi du plan d'actions SSI ; o Mise à jour de la charte informatique ; o Rédaction des procédures ; o Suivi des incidents SSI.
	L'agent sera en relation avec les services métier de l'Office, l'agence comptable, la

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">direction de l’Office ainsi que les prestataires qui interviennent sur les différents projets.

Au sein du Secrétariat général, l’adjoint au RSI/RSSI sera rattaché hiérarchiquement au RSI/RSSI et au Secrétaire général.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
Expérience conduite de projets ;
Expérience à l’aide à la recette utilisateur ;
Compétences rédactionnelles ;
Maîtrise des requêtes sous Access ;
Bonne connaissance de la norme ISO : 27002.</td><td>Savoir-faire
Capacité à travailler en équipe ;
Capacité à gérer des priorités, des activités multiples et à faire face à une forte exigence de réactivité ;
Capacité à conduire des projets en autonomie ;
Capacités de rigueur et de respect des normes et procédures ;
Capacité à respecter des délais.</td></tr>
<tr><td>Personne à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane Joret : Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stéphane.joret@odeadom.fr

M. Norbert Bouhnik : RSI/RSSI : 01.41.63.19.47
Norbert.bouhnik@odeadom.fr

Date limite de dépôt des candidatures : 15 juin 2019</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chargé(e) de mission coordination transversale

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel : 1</td><td>RIFSEEP : Groupe 3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant (avec une évolution prévisionnelle en chef(fe) de pôle)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-Mer.
Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les DAAF participent à la réalisation de ses missions à travers des conventions de représentation territoriale. Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Chargé(e) de mission coordination transversale
- Animation et coordination du comité stratégique multi-filières
- Responsables des comités sectoriels filières de diversification
- Suivi des réseaux de référence,
- Suivi de l'action territoriale du plan Ecophyto
- Gestion des suites de contrôles sur place</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Gestion des aides communautaires
- Réseau de référence
o Elaboration des conventions cadres, annuelles et procédures
o Gestion et supervision des dossiers de paiement
o Suivi des contrôles et audits

- Suivi des suites des contrôles sur place des filières de diversification
o Gestion des procédures contradictoires
o Etablissement des conclusions définitives

Animation du comité stratégique multi-filières
- Animation des groupes de travail

Organisation et suivi des comités sectoriels diversification
Organisation et coordination des travaux

Gestion de l'action territoriale du plan Ecophyto
- Elaboration et exécution des conventions cadres annuelles, établissement du compte-rendu d'exécution technique et financière,
- Participation au COPIL Ecophyto
- Organisation de séminaire</td></tr>
</table>

Champ relationnel du poste	En externe : Bénéficiaires, organisations professionnelles, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) agence comptable, AFB, Ministères chargés de l'agriculture (MAA) et des outre-mer (MOM). En interne : agence comptable, chef(fe)s de service, adjoint(e) et chef(fe)s de pôle.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	-appliquer la réglementation communautaire et les règles de gestion en vigueur -Respecter les procédures d'instruction -Maîtriser des outils bureautiques de base (excel, word, Access)	-Autonomie -Rigueur et méthodologie dans le traitement des dossiers -Capacité rédactionnelle -Organisation et planification des tâches
Personnes à contacter	**Mme Valérie GOURVENNEC - Cheffe du service Productions de diversification : 01.41.63.19.44** valerie.gourvennec@odeadom.fr **M. Stéphane JORET - Secrétaire général : 01.41.63.19.78** stéphane.joret@odeadom.fr Date limite de dépôt des candidatures : 15 juin 2019	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(Métro Ligne 1 Station St Mandé - Ligne 9 Station Robespierre - RER ligne A station Vincennes)

Chef(fe) de service des contrôles et suivi des audits

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A ou A+</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel : 3</td><td>RIFSEEP : Groupe : 2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.
Les services de l'Office sont installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FAM, de l'INAO et de l'ONF.
L'ODEADOM compte 39 agents, dont le service des contrôles et suivi des audits qui comprend un chef de service, un adjoint, un chef de pôle des contrôles sur place et 3 contrôleurs.
L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les DAAF sont les correspondants de l'établissement pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle du territoire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le chef de service des contrôles et suivi des audits organise, anime et supervise le fonctionnement du service, tant en ce qui concerne la réalisation des contrôles sur place que le suivi de l'ensemble des audits de l'établissement relatifs aux aides communautaires.
Il est assisté par une adjointe qui prend en charge particulièrement le suivi des audits et qui peut le suppléer en cas de besoin.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>• Organisation, animation et supervision des activités du service.
• Suivi des Contrôles sur place (CSP) des aides POSEI :
↘ Élaboration des procédures de CSP
↘ Élaboration et suivi du programme annuel de contrôles sur place
↘ Supervision des CSP externalisés (contrôles délégués aux DAAF, …) par la réalisation de CSP de 2nd niveau.
↘ Suivi administratif des missions des contrôleurs
↘ Supervision des rapports de contrôle et de la mise à jour des tableaux de suivi
• Suivi, partagé avec l'adjointe, des audits concernant les aides communautaires et la certification de l'Office.
• Production et suivi des statistiques de contrôle, des tableaux de bord et des indicateurs liés à l'activité du service des contrôles.
• Contribution aux propositions de modification du POSEI et de simplification des aides sur la base des rapports de contrôle sur place et d'audit, des statistiques de contrôle et des plans d'actions.
• Contribution à la production des rapports d'activité et à la déclaration annuelle de gestion.
• Animation du réseau des correspondants DAAF du service des contrôles sur place.
• Participation aux instances de l'établissement (CODIR, CS, CA, CNP POSEI…).
• Participation aux réunions de la Commission européenne pour les sujets concernant le service.
• Missions de contrôles sur place de 1er ou 2nd niveau dans les DOM le cas échéant.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Direction et ensemble des services de l’ODEADOM
- Ministère chargé de l’Agriculture : DGPE (DMOM, bureaux filières, bureau des audits et contrôles)
- Ministère chargé de l’outre-mer (DGOM),
- Ministère des Finances (DGDDI, DGCCRF)
- Services des DAAF outre-mer
- Cours des comptes française et européenne, CICC, C3OP
- Commission européenne : DG Agri
- Professionnels des filières, Organisations de Producteurs</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Capacités managériales
- Connaissance générales en agriculture
- Connaissance de la réglementation communautaire et des règles de gestion
- Capacité rédactionnelle, d’analyse et de synthèse
- Maîtrise des outils bureautiques de base</td><td>- Supervision
- Organisation et planification des tâches
- Bilans, comptes rendus
- Méthode et rigueur
- Disponibilité (mission DOM)</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Hervé DEPERROIS, directeur : 01 41 63 19 63
herve.deperrois@odeadom.fr

Mme Anne-Marie SERIZIER, directrice-adjointe : 01 41 63 19 41
am.serizier@odeadom.fr

M. Stéphane JORET, Secrétaire général : 01 41 63 19 78
stéphane.joret@odeadom.fr

Date limite de candidature : 15 juin 2019</td></tr>
</table>

OFFRE d'EMPLOI n°19-20-B-DRH

13/05/19

La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Paris (75017)

RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Gestionnaire de carrières (F/H)
CDD 8 mois (remplacement congé maternité)

Dirigé par une Cheffe de département et deux Adjointes, chargées respectivement de la gestion des titulaires et contractuels, le Département carrières et effectifs élabore et met en œuvre une stratégie d'emploi et de carrière, cohérente avec les orientations stratégiques de l'Office. A ce titre, il pilote, gère collectivement et individuellement les effectifs (1600) et les carrières des agents de l'Etablissement, tous statuts confondus.

Au sein de ce Département, sous l'autorité des deux Responsables de Pôles, le (la) gestionnaire assure, au sein d'une équipe de 3 agents, la gestion administrative d'un portefeuille d'agents titulaires ou contractuels de l'ONCFS en synergie avec les gestionnaires rémunérations.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir dès que possible - Temps plein - Catégorie B
A pourvoir en contrat à durée déterminée de 8 mois

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme minimum de niveau IV (BAC).
Une première expérience significative dans un poste similaire dans la sphère publique est souhaitée.
Connaissances des principes généraux du droit de la fonction publique et de ses statuts (général et particuliers).
Connaissance des textes relatifs aux régimes indemnitaires.
Maîtrise des outils bureautiques (SIRH compris).
Savoir instruire un dossier et mettre en œuvre une règle, une norme, une procédure et un protocole.
Savoir rédiger un acte juridique pré normé.
Aisance relationnelle, sens du travail en équipe.
Rigueur et sens de l'organisation.

Conditions particulières d'exercice

Règles strictes de confidentialité à respecter.

Activités principales

Conseiller et informer les agents sur les actes de gestion de leur carrière, ainsi que les Chefs de services et les partenaires institutionnels.
Instruire les procédures de gestion administrative individuelles et collectives pour les actes de GRH.
Alimenter le SIRH.
Produire les actes relatifs aux différentes positions administratives.
Préparer et suivre les décisions des instances CAP et CCP.
Suivre les temps de travail.
Ventiler et réaliser les opérations logistiques de classement et de versement aux archives.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Gaëlle PRUNENEC, Chargée de mission gestionnaire de personnel, par téléphone au 01.44.15.10.45 ou par courriel à gaelle.prunenec@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 28 mai 2019, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chargé de mission énergies renouvelables et biodiversité (h/f)**
Affectation :	Département Recherche, Développement et Innovation au sein de la Direction Recherche, Expertise et développement des Compétences (DREC)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département Recherche, Développement et Innovation
Résidence administrative :	Vincennes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

L'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 300 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer. Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général. Dans le cadre de travaux législatifs en cours, l'AFB sera regroupée au 1er janvier 2020 avec l'ONCFS pour créer l'Office Français de la Biodiversité.

Le poste proposé est positionné au sein de la Direction de la recherche de l'expertise et des données (DRED) dans le département Recherche Développement Innovation (RDI).

Le département RDI élabore et soutient des programmes de recherche qui accompagnent la mise en œuvre des politiques publiques sur l'eau et la biodiversité. Il s'appuie pour cela sur une stratégie définie en concertation avec les entités concernées de l'AFB et les acteurs que le département appuie. Il contribue également à la valorisation des résultats des actions de recherche auprès des gestionnaires concernés.

Le poste « chargé de mission énergies renouvelables et biodiversité » a pour vocation de permettre, via la valorisation des actions de recherche soutenues, une meilleure prise en compte de la biodiversité dans le développement des énergies renouvelables promues pour la transition énergétique. En particulier, il a dans son périmètre le développement d'outils et de méthodes, en lien étroit avec les acteurs de la filière, pour caractériser les impacts de ce développement à différentes échelles spatiales et temporelles ainsi que l'étude de solutions techniques de réduction de ces impacts. Les résultats doivent permettre d'accompagner les services instructeurs dans l'analyse des dossiers d'études environnementales (lien avec la direction de la police de l'AFB), de nourrir les réflexions sur les documents de planification à l'échelle territoriale (lien avec la direction de l'appui aux politiques et aux acteurs), de promouvoir des bonnes pratiques auprès des acteurs des filières concernées (lien avec l'ADEME et les filières) et de contribuer aux évolutions des réglementations à l'échelle nationale (lien avec le MTES). Il travaillera en réseau avec des experts de l'AFB déjà impliqués sur ces questions, les

services de l'Etat, les établissements publics spécialisés dont l'ADEME, les organismes de recherche, les associations et les acteurs publics et privés (collectivités, énergéticiens, entreprises...).

Description du poste :

Mission :
Sur le thème du lien entre énergies renouvelables et biodiversité tel que décrit ci-dessus :
- Participer à la définition des orientations stratégiques du département RDI
- Programmer, suivre et diffuser des actions scientifiques et techniques au travers de partenariats
- Contribuer à la valorisation et au transfert des savoirs scientifiques et techniques auprès des acteurs concernés
- Contribuer aux activités d'expertise de l'AFB.

Activités principales :

Définition des orientations stratégiques du département RDI sur le thème des énergies renouvelables et de la biodiversité
- Au niveau national, coordonner l'identification des besoins en matière d'appui technique et scientifique avec les acteurs concernés (acteurs de la biodiversité et de la transition énergétique)
- Contribuer à la formalisation d'axes de travail du département sur le thème, en lien avec les autres départements de la DRED et directions de l'AFB (notamment la Direction police et appui aux politiques et aux acteurs)

Programmation, suivi et diffusion des actions scientifiques
- Définir, en lien avec les axes de travail du thème, des appels à propositions de recherche
- Coordonner la programmation pluriannuelle et annuelle des actions menées au travers de partenariat
- Contribuer au montage et au suivi des partenariats avec la mission partenariat
- Suivre et diffuser les productions ainsi soutenues

Valorisation et transfert des savoirs scientifiques et techniques
- Contribuer à la rédaction de publications dans les collections de la DRED avec la mission valorisation
- Mener des actions de transfert (animation de réseaux de référents, pages web thématiques, séminaires, journées techniques…) en lien avec le département centre de ressources
- Contribuer aux formations techniques dans le domaine (conception, réalisation) en lien avec le département formation

Activités d'expertise de l'AFB
- Représenter l'AFB dans les instances nationales (groupes de travail, comités d'expertise), voire internationales, et y apporter un appui technique et méthodologique
- Contribuer aux projets inter-directions sur le thème
- Apporter son appui scientifique et technique en interne à l'AFB (autres directions métiers, directions inter-régionales)

Relations liées au poste

Relations internes :
- Chargés de mission du département RDI travaillant sur l'évaluation de biodiversité aquatique et la biodiversité terrestre
- Le pôle d'études et de recherche de l'AFB sur l'écohydraulique (Toulouse)
- Le département des milieux marins
- L'unité mixte de recherche MHNH/AFB/CNRS Patrinat
- La direction Appui aux politiques et aux acteurs
- La direction Police, département appui technique
- Centres de ressource « trame verte et bleue » et « ingénierie écologique»
- Mission valorisation de la DRED
- Mission partenariat de la DRED

Relations externes :
- Correspondants scientifiques et techniques des établissements de recherche partenaires, des groupements d'intérêt scientifique dédiés
- Acteurs publics en charge des politiques de la biodiversité et de la transition énergétique (Ministère chargé de l'écologie, Agences de l'Eau, DREAL, Régions…)
- Bureaux d'études, entreprises et pôles de compétitivité, collectivités territoriales, associations...

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Compétences scientifiques reconnues (doctorat ou expérience professionnelle significative) sur les questions d'impact des énergies renouvelables sur la biodiversité ; des compétences pluri-disciplinaires sur les enjeux croisés transition écologique- transition énergétique seraient un plus.
- Connaissance de la réglementation et des politiques publiques relatives à la biodiversité (notamment la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, la Directive Habitat Faune Flore, la doctrine « Eviter, réduire, compenser », la trame verte et bleue, les réglementations de protection des espèces, des habitats et des espaces naturels…) et sur les politiques publiques relatives à la transition énergétiques
- Connaissance des acteurs de la recherche et des acteurs de la biodiversité et de la transition énergétique

Savoir-faire opérationnel :
- Planifier et organiser des réflexions collectives (réunions, séminaires)
- Contribuer à monter des projets et des partenariats complexes
- Contribuer à la rédaction ou l'amélioration de documents
- Faire des veilles bibliographiques y compris sur des disciplines
- Synthétiser et communiquer auprès de différents publics
- Encadrer des étudiants ou des personnels sous contrat à durée déterminée

Savoir-être professionnel :
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités
- Intérêt pour la pluri-disciplinarité
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative
- Forte réactivité
- Disponibilité et sens de l'écoute, de la négociation

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DREC/ENR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 13/06/2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chef du département communication numérique et multimédia (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la directrice
Résidence administrative :	Pérols (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.
A compter du 1er janvier 2020, l'AFB se regroupera avec l'ONCFS (Office nationale de la faune sauvage et de la chasse) pour devenir l'Office Français de la biodiversité (OFB), créant un établissement d'environ 2800 agents.

La direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) est composée de quatre départements et de deux missions : le département de communication générale, le département de communication dans les territoires, le département de la mobilisation citoyenne et le département de la communication numérique et multimédia, une mission communication sur les milieux marins et enfin une mission communication interne.
La DICOMOB propose, conçoit et met en œuvre la stratégie de communication interne et externe ainsi que la stratégie de mobilisation citoyenne.

L'AFB a engagé ou projette de lancer plusieurs « chantiers » structurants et stratégiques qui concernent des projets numériques transversaux : élaboration d'un projet d'établissement dont beaucoup de solutions reposent sur le numérique, élaboration d'un schéma directeur des systèmes d'information 2019-2023, projet d'un réseau social d'établissement (RSE), construction d'un écosystème digital qui couvre l'intégration des principaux sites web institutionnels et techniques des ex établissements (ONEMA, ATEN, Aires-Marines) ainsi que les liens avec les autres sites web de l'agence (EauFrance, NatureFrance, Centres de ressources, parcs naturels marins, parcs nationaux…).

La construction de cet écosystème digital AFB (qui refondra également le site actuel www.afbiodiversite.fr) est en cours d'élaboration avec la conduite d'une AMOA puis le lancement d'un marché de maîtrise d'oeuvre pour l'ouverture d'un nouveau site en 2020. Le développement d'une stratégie de présence sur les réseaux sociaux est à concevoir et piloter,

Outre le poste de chef de département, le département de la communication numérique et multimédia comprend deux chefs de projet digitaux, une documentaliste audiovisuel, un webmaster, un infographiste ainsi qu'un développeur mis à disposition du département des systèmes d'information.

Le département de la communication digitale est installé sur deux sites : Pérols et Brest. De ce fait, le chef de département sera amené à se déplacer régulièrement sur le site de Brest ainsi qu'au siège de Vincennes.

Description du poste :

Mission :

Le chef du département de la communication numérique et multimédia définit, pilote et met en œuvre la stratégie de communication numérique et multimédia en lien avec la politique de communication globale de l'Agence. Il assure l'encadrement, l'organisation et la gestion de l'équipe rattachée à ce service.

Activités principales :
- Assurer l'encadrement de l'équipe implantée à Pérols et Brest ;
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie digitale de l'AFB et de son écosystème ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie de communication et de mobilisation citoyenne en particulier dans le cadre du plan annuel de communication ;
- Proposer et piloter la politique de communication digitale portée par la DICOMOB ;
- Proposer la définition et la mise en œuvre de la politique éditoriale de la communication digitale et de son environnement graphique ;
- Assurer la bonne réalisation des projets digitaux ;
- Apporter un appui et conseil à l'ensemble des projets numériques développés par la DICOMOB et des autres directions ;
- Superviser et suivre le projet de médiathèque et la stratégie iconographique de l'établissement ;
- Assurer une veille technologique et d'e-reputation.

Relations liées au poste

Relations internes :
• Direction générale ;
• Autres services de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne ;
• Ensemble des directions métiers ;
• Secrétariat général, dont notamment le département des systèmes d'information.

Relations externes :
• Prestataires ;
• Ministère chargé de l'écologie.

Profil recherché

• Un profil confirmé en communication avec une maîtrise des systèmes d'information et des nouvelles technologies ;
• Avoir occupé des fonctions similaires et conduit des projets numériques comparables ;
• Expérience de gestion de projet web d'envergure ;
• Expérience de la communication sous ses différentes modalités (écriture web, plan de communication...).

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance approfondie des usages, des tendances, des techniques et outils d'information-communication sur le web et mobile ;
• Connaissance approfondie en webmarketing, acquisition de trafic et outils de mesure d'audience ;
• Connaissance approfondie du Social Media ;
• Connaissance des métiers de la communication et des systèmes d'information ;
• Connaissance des marchés publics.

Savoir-faire opérationnel :
• Manager et animer une équipe, en particulier sur deux sites géographiques distants ;
• Bonne pratique des réseaux sociaux ;
• Bonne pratique rédactionnelle ;
• Concevoir et mettre en place des stratégies.

Savoir-être professionnel :
• Force de proposition ;
• Esprit d'équipe, qualités relationnelles et capacité d'écoute ;
• Rigueur et organisation ;
• Capacité de décision ;
• Enthousiasme et dynamisme.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/CDCOMNUM/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 09 juin 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « engagement des collectivités – TEN » (h/f)**
Affectation :	Direction de l'Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA)/Département Stratégies, Mobilisation des Acteurs et des Territoires (DSMAT)/Service « Partenariats dans les territoires »
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité, créée au 1er janvier 2017, est un établissement public du Ministère de de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle est composée de 1200 agents répartis sur l'ensemble du territoire. Au 1er janvier 2020, l'AFB et l'ONCFS constitueront l'Office français de la biodiversité (OFB).

L'AFB vient en appui du ministère dans la mise en œuvre, l'évaluation et l'élaboration de la stratégie nationale pour la biodiversité, notamment de l'engagement des acteurs. Elle est également en charge de la mobilisation de la société civile dans le cadre du plan biodiversité du gouvernement. Le département stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires DSMAT est chargé de cet appui ; il coordonne la politique de l'établissement sur le sujet et s'assure de la mise en œuvre des objectifs fixés avec le ministère.

L'AFB est active en terme de développement de partenariats avec les territoires, notamment les collectivités locales. Les collectivités, par l'exercice de leurs compétences, doivent être au cœur de la reconquête de la biodiversité, ce qui aura un effet d'entrainement auprès de l'ensemble des acteurs. Leur engagement est essentiel et l'AFB devra réussir un partenariat et une synergie d'action avec l'ensemble de celles-ci.

Au sein du département cité (DSMAT), le service « Partenariats dans les territoires » est chargée d'impulser et de coordonner l'action de l'établissement à destination des collectivités. Les actions qui en découlent sont mises en œuvre en lien étroit avec le réseau territorial de l'Agence (ses Directions en région en particulier) et avec ses partenaires externes. Il en est ainsi de l'initiative « Territoires engagés pour la nature » qui vise à re-mobiliser les collectivités sur la biodiversité et qui figure dans les priorités du Gouvernement (Plan Biodiversité).

Description du poste :

Mission :

Le chargé de mission « engagements des collectivités – TEN » doit assurer le déploiement de l'initiative « territoires engagés pour la nature » à destination des collectivités infra-départementales (communes et communautés), pour laquelle un protocole d'alliance a été conclu entre le Ministère et Régions de France en 2018.

Il concourt ainsi à la mise en place du dispositif de mobilisation de la société civile concernant les collectivités dans le cadre du plan biodiversité et de l'agenda pour l'action 2020.

Activités principales :

Pour cette initiative « Territoires engagés pour la nature » :
- Elaboration et suivi des documents supports de l'initiative : orientations partagés, vademecum/FAQ, supports de présentation, tableaux de bords, outils de communication en lien avec le plan de communication (en lien étroit avec la direction chargée de la communication et de la mobilisation citoyenne à l'AFB) ;
- Préparation et secrétariat technique du comité de suivi en lien avec le Ministère, Régions de France et ses membres ;
- Organisation des évènements de valorisation l'initiative : plan de communication, cérémonies, gestion de la plateforme web de dépôt des candidatures (en lien avec les régions) ;
- Mobilisation des partenaires nationaux de l'initiative : formalisation, mobilisation et suivi des contributions, préparation et animation des séances de travail en commun ;
- Suivi et assistance au déploiement concret en région, mise en place et animation du processus de co-construction des outils ;
- Suivi du concours « Capitale française de la biodiversité » : participation au jury, aux visites de terrain, organisation de la mobilisation interne, valorisation ;
- Organisation et suivi de la mobilisation interne des services territoriaux de l'AFB : directions régionales principalement, mais aussi antennes de façade, parcs naturels marins, parcs nationaux, CBN.

Plus généralement, et au titre du plan biodiversité et de l'agenda de l'action :
- Contribution aux démarches de mobilisation des têtes de réseau collectivités par l'AFB ;
- Contribution aux réflexions portées par le département en matière de repérage et mise en relation des initiatives des acteurs, dont les collectivités, pour consolider des communautés d'acteurs qui échangent et partagent des expériences et des compétences et les conduire vers l'initiative « territoires engagés pour la nature » ;
- Contribution à la mise en place de l'agenda pour l'action sous le pilotage du chef de projet mobilisation de la société civile (l'initiative Territoires engagés pour la nature est le volet « collectivités » de cet agenda) ;
- Elaboration du calendrier de mobilisation des collectivités vers l'échéance 2020 ;
- Contribution aux évènements de lancement du plan biodiversité et de l'agenda de l'action concernant les collectivités.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Autres services et entités du département (mobilisation des acteurs, affaires européennes et internationales, stratégies, politiques nationales et évaluation) et de la direction (centres de ressources, formation) ;
- Chef(fe) de projet mobilisation société civile ;
- Département système d'observation et de données : mise en place dispositifs de suivi, observation ;
- Département espaces protégés : lien avec PNM, PN, PNR, espaces protégés ;
- Département systèmes informatiques : mise en place plateforme web ;
- Direction de la communication et mobilisation citoyenne : plan de communication, valorisation, diffusion, évènementiel ;
- Directions régionales et antennes (mise en place et suivi des dispositifs régionaux).

Relations externes :
- Ministère (DGALN/DEB) ;
- Les membres du comité de suivi Territoires engagés pour la nature ;
- Les partenaires de l'initiative ;
- Les collectifs régionaux des régions, les Agences régionales de biodiversité ;
- Bureaux d'études.

Profil recherché

- Niveau bac + 4/5 en sciences humaines et sociales ou en environnement ;
- Première expérience souhaitée dans l'animation de réseau d'acteurs dans le domaine du développement durable.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Stratégie nationale pour la biodiversité et politiques publiques de biodiversité ;
- Enjeux de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes ;
- Acteurs publics et privés des politiques publiques de biodiversité ;
- Connaissance des collectivités, de leurs compétences et actions en matière de biodiversité.

Savoir-faire opérationnel :
- Animer des réunions, des groupes de travail, des réseaux ;
- Travailler en mode projet ;
- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés ;
- Proposer des solutions et préparer la décision (capacité d'initiatives) ;
- Mettre en place des solutions collaboratives ;
- Communiquer à l'écrit et à l'oral de manière claire et percutante ;
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses ;
- Maîtriser l'outil informatique.

Savoir-être professionnel :
- Organisé ;
- Sociable ;
- Dynamique ;
- Communiquant ;
- Créatif/innovant.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/DSMAT/CMTEN/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 09 juin 2019

Date : 10/05/2019

Poste à pourvoir	**Référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal (UETIV)
Missions / contexte	La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 19 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

- Participer à la formation et l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section toxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en toxicologie pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les saisines de l'Agence.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

- Analyser et critiquer les données en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais.
- Respecter les délais d'instruction fixés.
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers de demande d'AMM.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts européens.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'unité ETIV.
- Représenter l'unité ETIV dans des réunions internes ou externes.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances, …) de l'équipe de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Qualités rédactionnelles
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mai 2019

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23**)**

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-016 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/05/2019

Poste à pourvoir	**Référent Scientifique Résidus et Sécurité des Aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances, menées dans le cadre européen, zonal ou non, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des délais réglementaires.
Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif européen.
L'équipe est composée de 22 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est en charge de :

- Concourir au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'Unité
- Respecter et faire respecter les délais de l'évaluation
- Participer aux échanges avec les collectifs d'experts, dans le respect des procédures de l'agence
- Représenter l'URSA auprès de ses interlocuteurs internes à l'Anses et externes, nationaux et Européens
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation

Activités

Pour les substances actives et les produits biocides :

- Rédiger un rapport d'évaluation dans un cadre national ou européen
- Assurer la finalisation et la validation des rapports d'évaluation rédigés par les évaluateurs.
- Participer à la planification et à l'attribution des dossiers d'évaluation
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissance, …) de l'équipe, sur une ou plusieurs thématiques
- Présenter les travaux scientifiques et techniques de l'unité au cours de réunions internes ou externes (nationales et européennes)
- Participer aux relations de l'Unité avec les Etats-membres de l'UE et avec les organisations européennes, dans le cadre de l'évaluation des dossiers et des développements méthodologiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

Doctorat, diplôme d'ingénieur, DEA, DESS ou équivalent (chimie analytique, agronomie, toxicologie, évaluation de risques, etc.)

Expériences similaires

Expérience (plus de 5 ans) en évaluation des risques alimentaires et direction de projets

Compétences

- Maîtrise de la règlementation européenne et internationale dans le domaine des produits biocides, des résidus de pesticides dans l'alimentation et celui de la fixation des LMR
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation des biocides, des produits phytopharmaceutiques, et de la fixation des LMR
- Fortes facultés d'analyse et de synthèse
- Aptitudes élevées à la communication orale et écrite, en français et en anglais
- Capacités à optimiser les ressources, à animer la réflexion d'une équipe
- Capacités d'écoute et de négociation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mai 2019

Renseignements sur le poste : Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-065 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/05/2019

Poste à pourvoir	**Chef d'unité adjoint de l'unité de coordination de l'évaluation des substances et produits biocides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés
Unité Coordination Biocides

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les auto-saisines.

L'unité de Coordination Biocide est chargée d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elle s'assure de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.
L'équipe est composée de 11 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le chef d'unité adjoint participe à la définition des objectifs managériaux et à la construction d'une organisation efficiente. Il est le relai sur l'ensemble de ces enjeux au sein de l'unité : communiquer, organiser, manager les objectifs et l'équipe.
Le chef d'unité adjoint est garant de la bonne coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits et substances actives biocides gérés par l'unité, au niveau européen et national. A cette fin, il assure la validation de dossiers et participe au contrôle de la cohérence de l'expertise scientifique conduite par les unités d'évaluations. Il participe aux échanges avec les collectifs d'experts, et des instances européennes dans le respect des procédures de l'Agence. Il contribue à la planification de la charge de travail au sein de l'Unité. Il peut être amené à représenter l'Agence dans les réunions techniques avec les pétitionnaires, ou au niveau européen.
Il assure la suppléance du Chef d'Unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

Activités

- Assurer la coordination scientifique de l'évaluation de certains dossiers entre les différentes unités d'évaluation, contrôler la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger des propositions de conclusions d'évaluation de l'Anses et de rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.
- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens.
- Valider les documents de rendu préparés dans l'unité (conclusions de l'évaluation, avis de l'agence, PAR, projet de RCP, CAR…) et garantir la cohérence entre les dossiers
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité
- Assurer la veille réglementaire et s'assurer de la mise en œuvre des évolutions réglementaires au sein de l'unité.
- Suppléer le chef d'unité dans les réunions techniques internes ou externes.
- Conjointement avec le chef d'unité, participer à élaborer la stratégie et à optimiser l'efficience de l'unité.
- Conjointement avec le chef d'unité, assurer le pilotage global des dossiers
- Par délégation ou suppléance du chef d'unité, assurer le mangement de tout ou partie de l'équipe, superviser le travail de l'unité.
- Par délégation ou suppléance du chef d'unité, assurer la remontée des informations pertinentes auprès de son encadrement, ainsi que la diffusion des informations nécessaires auprès des équipes.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+ 5 (Master 2, DEA ou diplômes d'ingénieur) en chimie, santé ou environnement, docteur en Pharmacie ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience réussie d'au moins 5 ans dans le domaine de l'évaluation de produits réglementés (biocides, phytopharmaceutiques, médicaments vétérinaires ou humains) ou expérience équivalent.
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée.

Compétences

- Capacité d'organisation et de hiérarchisation des priorités.
- Aptitude au management d'équipe.
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale.
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Connaissance de la réglementation dans le domaine des produits biocides ou phytopharmaceutiques.
- Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mai 2019

Renseignements sur le poste : Aurélie Chézeau (aurelie.chezeau@anses.fr – 01 49 77 21 06)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-066 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/05/2019

Poste à pourvoir	**Coordinateur scientifique référent pour l'évaluation des dossiers biocides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés
Unité Coordination Biocides

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les auto-saisines.

L'unité de Coordination Biocide est chargée d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elle s'assure de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.
L'équipe est composée de 11 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur scientifique référent pour l'évaluation des produits biocides assure la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits et substances actives biocides. Il assure la validation de dossiers et participe à garantir, la cohérence de l'expertise scientifique menée par l'Anses et le maintien d'une approche homogène dans le respect des procédures de l'Anses et du cadre réglementaire.

Activités

- Gérer en mode projet l'instruction scientifique des dossiers.
- Assurer la coordination scientifique de l'évaluation des dossiers entre les différentes unités d'évaluation, contrôler la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger des propositions de conclusions d'évaluation de l'Anses et de rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.
- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens.
- Valider les documents de rendu préparés dans l'unité (conclusions de l'évaluation, avis de l'agence, PAR, projet de RCP, CAR…) et garantir la cohérence entre les dossiers.
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité.
- Assurer la veille réglementaire et s'assurer de la mise en œuvre des évolutions réglementaires au sein de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+ 5 (Master 2, DEA ou diplômes d'ingénieur) en chimie, santé ou environnement, docteur en Pharmacie, ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience réussie d'au moins 5 ans dans le domaine de l'évaluation de produits réglementés (biocides, phytopharmaceutiques, médicaments vétérinaires ou humains) ou expérience équivalent.

Compétences

- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Capacité d'organisation et de hiérarchisation des priorités
- Connaissance de la réglementation dans le domaine des produits biocides ou phytopharmaceutiques
- Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mai 2019

Renseignements sur le poste : Aurélie Chézeau (aurelie.chezeau@anses.fr – 01 49 77 21 06)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-067 à :** recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction régionale Bourgogne Franche Comté – site de Dijon
18A Boulevard Winston Churchill – 21070 DIJON

Chef(fe) du service général

N° du poste : 19140 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 3**
Poste susceptible d'être vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale est composée de deux sites, à Dijon siège de la DR, et Besançon ; elle regroupe 70 agents répartis entre deux services métiers (Gestion des aides et Contrôles) et un service général.
Objectifs du poste	Le/la chef(fe) de service assure l'organisation du service général, la planification et le suivi opérationnel de l'ensemble des activités sur les deux sites de la DR, sous l'autorité du Directeur régional.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- assure l'organisation du service sur les deux sites ; - coordonne le **pilotage** de l'activité de la Direction régionale; - coordonne l'activité du/des RAF et des correspondants informatiques, la gestion et le suivi administratif des recrutements, le plan de formation et la gestion des compétences, le suivi du budget de fonctionnement, la gestion des plannings, **l'accompagnement** des projets des services métiers ; - réalise les entretiens professionnels des agents placés sous son autorité
Champ relationnel du poste	**Relations internes :** est l'interlocuteur privilégié de services centraux du siège et des autres services de la direction régionale pour tous les sujets transverses. **Relations externes :** assure les relations avec certains partenaires (plateforme régionale de formation, Administrations déconcentrées…) et représente l'ASP dans les réunions externes pour les domaines le concernant.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance :
- des règlementations relatives aux fonctions exercées
- des techniques et outils mis en œuvre,
- de l’environnement administratif et professionnel,

Maîtrise :
- des techniques de communication orale et écrite,
- des techniques de management
- des outils de reporting, des tableaux de bord</td><td>- Rigueur, méthode et organisation
- Sens des relations de travail et de la gestion des conflits
- Forte aptitude au management
- Aptitude à rendre compte
- Aptitude à la négociation
- Capacités rédactionnelles
- Aisance relationnelle</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

Guerric LALIRE – Directeur régional - 03 80 72 61 73 guerric.lalire@asp-public.fr

Patrick GOURY – Directeur régional délégué - 03 81 54 38 03 patrick.goury@asp-public.fr

Carole BEYSSAC – DRH – Conseillère mobilité, carrière – Tél. : 05 55 12 00 87 - courriel : mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14 juin 2019.</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux
91, rue Nuyens
33000 BORDEAUX

CHEF DE SECTEUR (H/F)

Contrôles « RDR Hors-Surfaces »

N° du poste : 19178 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP ASP : 4**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. Le service des contrôles du site de Bordeaux est une unité de la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, placé sous la responsabilité du Directeur régional délégué responsable de la thématique « contrôles ». Il est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que d'agents en CDD qui assurent des missions de contrôle, dans les exploitations agricoles, des demandes d'aides dans le domaines du paiement des aides européennes aux surfaces, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (domaine « hors SIGC »). Ces contrôles sont confiés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ASP. Les vérifications menées dans ce cadre ont pour but de s'assurer de la régularité des demandes déposées en vue d'obtenir le versement de fonds publics. Le site de Bordeaux travaille en réseau avec les deux autres sites de Limoges et Poitiers, lesquels réalisent des missions analogues
Objectifs du poste	Au sein de la Direction régionale Nouvelle-Aquitaine, sur le site de Bordeaux, le ou la titulaire du poste encadrera, animera et coordonnera les activités d'une équipe de contrôleurs au regard de l'application des

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">règles et procédures pour les dispositifs suivants dans le domaine des contrôles RDR Hors-Surfaces.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Animer et former l'équipe de contrôleurs « RDR hors- surfaces ».
Planifier et distribuer le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités et des échéances.
Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision.
Assurer la veille réglementaire et la démultiplication des informations et procédures.
Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DDC…) et externes (DDT, DRAAF, Conseil régional …) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc.…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Direction métier de l'ASP, Services instructeurs
(DDT, DRAAF, Conseill régional…).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste, acquises ou à acquérir</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des réglementations et procédures relatives aux fonctions exercées.
- Connaissance du logiciel OSIRIS.</td><td>- Connaissance des différents circuits de traitement des dossiers.
- Savoir rendre-compte.
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour d'un projet (animation d'équipe, management)</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Monsieur Bruno ANTIQ – Directeur Régional Délégué – bruno.antiq@asp-public.fr – Tél : 05 55 49 56 06
- Madame Sylvie MIROIR – Cheffe du Service Contrôles – Site de Bordeaux sylvie.miroir@asp-public.fr – Tél : 05 56 48 90 12

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64.</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
Service de l'ingénierie et Du Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI)
2, rue du Maupas – 87000 LIMOGES

CHEF DE PROJET (H/F)

« Insertion par l'Activité Economique »

Domaine des aides liées à l'énergie, l'environnement et l'emploi en AMOA

N° du poste : 19016 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence, la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (service civique, bonus écologique, chèque énergie…). Le poste est à pourvoir au sein du service Ingénierie et Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI) en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage des outils de gestion et de paiement des aides publiques nationales et régionales.
Objectifs du poste	Au sein d'une équipe, contribuer à la conception fonctionnelle et la validation des applications de gestion dans le domaine des aides liées à l'énergie, l'environnement et l'emploi.
Description des missions à exercer	- Conduire le projet en appliquant des méthodes innovantes: agilité, implication des utilisateurs dans toutes les phases du projet ; - Planifier les travaux en étroite collaboration avec la maitrise d'œuvre essentiellement externe ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Etre force de proposition dans l'organisation et le pilotage ;
- Préparer et participer aux instances du projet (comité de suivi de pilotage) ;
- Rendre compte, et remonter les alertes ;
- Porter les projets de dématérialisation
- Participer à la validation des expressions de besoins ;
- Conduire le changement : conseil, assistance et formation des utilisateurs ;
- Remonter les alertes auprès de la Directrice de Programme</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Rattachée au chef du service de l'ingénierie et du pilotage des projets informatiques et au sein d'un secteur du service, la personne recrutée sera en contact avec les donneurs d'ordres (DGEFP, Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la transition Ecologique et Solidaires,..) les partenaires de l'ASP, les équipes MOE et les directions régionales de l'établissement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Suite bureautique Office
- Sens de la communication
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité
- Sens des responsabilités
- Aides nationales, régionales et européennes (emploi, formation professionnelle…)</td><td>- Travailler en mode projet
- Organiser, planifier les travaux
- Alerter, partager
- Etre force de proposition
- Modéliser un processus
- Diagnostiquer, gérer les problèmes
- Produire la documentation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2"><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>
- Madame Christine NEEL-AHOUNOU – Cheffe de service SI2PI –
Tél : 05 55 12 06 78 - christine.neel-ahounou@asp-public.fr

<u>Pour les questions relatives au recrutement et aux Ressources Humaines :</u>
- Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - Conseiller mobilité carrière et formation - Tél : 05 55 12 00 64 - mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction générale
Inspection Générale
2, rue du Maupas 87040 Limoges Cedex 1

Chargé de mission (H/F)

N° du poste : 19173 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1**
Poste vacant au 1er juin 2019	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.
Objectifs du poste	L'objectif du poste est de : • mener les missions confiées à l'inspection générale dans le domaine du contrôle interne sous la responsabilité de la cheffe de l'inspection générale, • contribuer à l'élaboration du Plan de Continuité de l'Activité (PCA) au niveau national en lien avec la Mission de la Gouvernance et de la Sécurité des Systèmes d'Information (MGSSI).
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Participer avec l'inspecteur en charge du contrôle interne aux propositions à la définition de la politique de contrôle interne et de lutte contre la fraude, • Suivre la mise en œuvre du contrôle interne par les directions de l'agence, • Assurer en particulier dans le domaine de la lutte anti-fraude la mise en place de l'outil Sysife au sein de l'agence et conduire l'appui fonctionnel auprès des directions, • Participer à l'animation du réseau des référents contrôle interne et mener en particulier l'expérimentation d'un réseau collaboratif, • Réaliser des actions de formation sur le périmètre des activités confiées, • Rédiger la procédure du PCA sur la base d'une trame prédéfinie.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : les directions du siège, les directions régionales de l'ASP
En externe : les services centraux du MAA</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>• Réglementation générale
• Réglementation spécifiques aux domaines d'activité
• Connaître les techniques d'analyse de risques</td><td>• Faire preuve de qualités relationnelles
• Ecouter et proposer
• S'adapter et réagir vite aux nouvelles situations ou aux évolutions réglementaires
• Capacités rédactionnelles
• S'exprimer avec conviction et pédagogie
• Savoir formuler des préconisations adaptées et opérationnelles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :
Corinne TOUTAIN, Cheffe de l'Inspection Générale - Tél. 05 55 12 03 30 - courriel : corinne.toutain@asp-public.fr
Céline GADY, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
- Tél. 05 55 12 00 56 - courriel : celine.gady@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 mai 2019.</td></tr>
</table>

Pour le Président directeur général et par délégation
La directrice adjointe à la Direction des Ressources Humaines

Sylvie HOUDRÉ DUBOIS

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Secrétariat Général - Direction Financière Juridique et Logistique
2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

CHEF DE SERVICE APPUI A LA GESTION, CONTRÔLE INTERNE ET OUTILS (H/F)

N° du poste : 19175 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 2**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Avec près de 270 millions d'euros de budget propre et d'environ 22 milliards d'euros de crédits d'intervention, l'ASP est un des plus importants opérateurs de l'Etat. La Direction financière, juridique et logistique (DFJL) couvre notamment les domaines d'intervention suivants : le budget, son exécution et son pilotage ; la politique d'achat ; la comptabilité analytique ; la politique tarifaire ; la gestion immobilière et la logistique. Au sein de la DFJL, le service appui à la gestion, contrôle interne et outils (SAGCIO) coordonne l'ensemble des missions de l'ordonnateur en matière de traitement de la dépense au sein de l'ASP, assure le contrôle interne des processus de la DFJL et notamment le contrôle interne budgétaire, conçoit et pilote la politique d'archivage. Il assure le pilotage, la maintenance, l'exploitation et l'assistance technique aux utilisateurs des outils métier de la DFJL. Implanté à Limoges, le service compte onze agents répartis en deux secteurs.
Objectifs du poste	Le poste, situé au siège de l'ASP à Limoges, est placé sous l'autorité de la DFJL adjointe en charge de la dépense, de l'immobilier et de la logistique. Les principaux objectifs sont : - Organiser et piloter les missions permettant de garantir l'exemplarité en matière de dépenses, la régularité de leur traitement notamment par le contrôle interne et l'appui aux services gestionnaires, - Garantir la traçabilité et la conservation des pièces justificatives et fond d'archives produit par l'établissement, - Garantir le maintien en condition opérationnelle et efficiente du système d'information de la sphère de la DFJL.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	<u>Appui à la gestion :</u> - Encadrer les activités de l'équipe en charge des opérations d'ordonnancement des dépenses, piloter les moyens de simplification et d'optimisation en accompagnement des services gestionnaires et en lien

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">avec les services du comptable,
- Transmettre aux utilisateurs des informations pratiques sur les procédures budgétaires, sur l'évolution de la réglementation et de ses conséquences au travers de la rédaction de procédures et de leur actualisation,
- Assurer la tenue et la mise à jour des référentiels dans l'outil budgétaire et comptable.
<u>Contrôle interne :</u>
- Définir le plan de contrôle interne tant en dépenses qu'en recettes et produire un bilan annuel de mise en œuvre,
- Contrôler la bonne application de la réglementation et des procédures ad'hoc et proposer si nécessaire des mesures correctives.
<u>Archivage :</u>
- Concevoir et diffuser une méthodologie d'archivage adaptée à chaque entité productrice,
- Participer à la mise en place de système de gestion électronique de documents et de système d'archivage électronique.
<u>Outils et système d'information de sphère DFJL :</u>
- Piloter l'administration fonctionnelle des outils métiers de la sphère DFJL, planifier et organiser les modifications applicatives, anticiper les changements métiers et leurs impacts sur le système d'information,
- Veiller en permanence à la bonne information des utilisateurs, organiser des actions de formation et de conseil.
- Vérifier la pertinence et la performance fonctionnelle de l'écosystème,
- Assurer l'élaboration d'outil d'analyse, de pilotage et de valorisation de données.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les directions du siège, les directions régionales, les différents services de la DFJL, les corps de contrôle internes et externes.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Règles et techniques de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)
Techniques de traitement et d'analyse de données
Méthodologie de conduite de projet</td><td>Encadrer / animer une équipe
Savoir gérer son activité dans un calendrier et un cadre de gestion complexe
Réaliser des synthèses / rédiger des rapports
Capacité d'analyse
Capacité de prospective
Capacité de conceptualisation
Réactivité / Rigueur / Fiabilité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :
Thierry COTTIN, Directeur financier – Tél. : 05.55.12.03.72 – thierry.cottin@asp-public.fr
Evelyne FAUGERAS, Directrice adjointe – Tél. : 05.55.12.03.57 – evelyne.faugeras@asp-public.fr
Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère mobilité carrière – Tél. : 05.55.12.00.87 - mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 mai 2019.</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Limoges
8 Place Maison Dieu – CS 90002
87001 LIMOGES Cedex 1

GESTIONNAIRE D'APPLICATION INFORMATIQUE (H/F)

N° du poste : 19074 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie B :	**Groupe RIFSEEP ASP : 1**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction Régionale Nouvelle Aquitaine est composée de quatre sites basés à Bordeaux, Limoges Maison Dieu, Limoges Walras et Poitiers, regroupant un peu plus de 200 agents répartis en 13 services. L'activité de la Direction Régionale se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. Chacune de ces thématiques est suivie et animée par un directeur régional délégué pour l'ensemble de la région, sous l'autorité d'un directeur régional.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste sera placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur régional. Il ou elle assure la fonction de Correspondant Informatique (CIDR) du site de Limoges.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Déployer les équipements et logiciels mis en place par la Direction informatique ; - Effectuer les installations des équipements informatiques - Garantir le bon fonctionnement des systèmes et assurer la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Assister les utilisateurs, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques, la personnalisation de l'environnement de travail, la résolution des incidents.

- Traiter la gestion des incidents (pannes, dysfonctionnements) au sein des trois sites de la région.

- Participer à la conception des supports de formation et documentation, et à l'animation de formations sur site.

- Mettre en œuvre des différentes tâches liées à des missions spécifiques : structuration du disque commun du site, maintenance préventive et curative des équipements, installation et maintenance du parc informatique, conception de référentiels, mise à jour d'habilitations et accès, gestion de la sécurisation des postes informatiques, gestion des moyens…

- Etre l'interlocuteur privilégié des utilisateurs du site pour tout projet informatique.

- Assurer la mission de correspondant sécurité des systèmes d'information sur le site d'affectation (Limoges).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l'ensemble des agents du site et de la DR, plus particulièrement les autres CIDR, la direction informatique (DIT), la mission de gouvernance et de sécurité des SI (MGSSI).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des systèmes d'exploitation, des réseaux ;

- Connaissance des procédures de l'établissement ;

- Connaissance et application des recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'informations</td><td>- Maîtrise des outils de « requêtages » et des outils bureautiques Word et Excel ;

- Esprit d'initiative, capacité d'analyse, synthèse ;

- Sens du contact, du service public et du travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

- Monsieur Yannic MONTEILHET – Directeur Régional – yannic.monteilhet@asp-public.fr – Tél : 05 56 01 50 51

- Madame Véronique GELIS – Cheffe du Service Administratif et Financier – veronique.gelis@asp-public.fr – Tél : 05 55 11 57 08

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

- Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
Service de l'ingénierie et Du Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI)
2, rue du Maupas – 87000 LIMOGES

CHEF DE SECTEUR (H/F)

« Emploi et Insertion»

Domaine des aides liées à l'énergie, l'environnement et l'emploi en AMOA

N° du poste : 19179 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence, la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (service civique, bonus écologique, chèque énergie…). Le poste est à pourvoir au sein du service Ingénierie et Pilotage des Projets Informatiques (SI2PI) en charge de la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage des outils de gestion et de paiement des aides publiques nationales et régionales.
Objectifs du poste	Rattaché au Chef du Service de l'Ingénierie et du pilotage des projets informatiques, le titulaire sera responsable des équipes projet des applications du domaine de l'emploi et de l'Insertion par le travail, le secteur sera composé d'équipe de 12 - 14 agents (internes et externes) qui assurent la conception fonctionnelle notamment des applications Noé/SYLAé, APART, EA/ESAT et ELISA.
Description des missions à exercer	- Assure le suivi et le reporting de l'activité du secteur - Elabore les feuilles de route des projets du secteur en étroite collaboration avec les chefs de projet et le chef de service. - Appui les chefs de projet dans la préparation et l'animation des COPIL

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Participe en accord avec la chef de service à la définition des objectifs assignés à l'équipe
- Accompagne les agents dans l'atteinte de leurs objectifs individuels.
- Anime l'équipe et assure les décisions de gestion au quotidien
- Ecoute les membres de l'équipe sur leurs difficultés, leurs propositions d'amélioration, leurs attentes au sein de l'ASP, analyse et fait remonter l'information au chef de service.
- Alerte au plus tôt en cas de dérive ou de difficultés et propose des mesures d'amélioration.
- Porte les nouvelles méthodes de travail (agilité, méthode UX,…)
- Participe à la mise en place de formations

Participe à la mise en œuvre de la politique de sécurité dans son entité</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Rattachée au chef du service de l'ingénierie et du pilotage des projets informatiques et au sein d'un secteur du service, la personne recrutée sera en contact avec les donneurs d'ordres (DGEFP, Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la transition Ecologique et Solidaires, l'ASC ,,..) les partenaires de l'ASP, les équipes MOE et les directions régionales de l'établissement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Suite bureautique Office
- Sens de la communication
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité
- Sens des responsabilités</td><td>- Travailler en mode projet
- Organiser, planifier les travaux
- Alerter, partager
- Etre force de proposition
- Diagnostiquer, gérer les problèmes
- Produire la documentation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Madame Christine NEEL-AHOUNOU – Cheffe de service SI2PI –
Tél : 05 55 12 06 78 - christine.neel-ahounou@asp-public.fr

Pour les questions relatives au recrutement et aux Ressources Humaines :

- Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - Conseiller mobilité carrière et formation - Tél : 05 55 12 00 64 - mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)
Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

Emploi : chef(fe) de pôle programmes opérationnels

N° appel à candidature : **19097**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les fonds opérationnels prévus dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel.
Objectifs du poste	Au sein d'un pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Le titulaire est également référent sur certaines des activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses par rapport à ces activités.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels • Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer le chef d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour d'autre mission déléguée • Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes ou des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes et fonds opérationnels. • Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence • Former les agents de l'unité ou de son pôle • Rendre compte de son activité • Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique
• Ministère de l’agriculture et de l’alimentation
• Organisations de producteurs et entreprises du secteur des fruits et légumes
• Corps de contrôle et de certification</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaitre :</td><td>Savoir faire / Maîtriser :</td></tr>
<tr><td>• Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus</td><td>• Maitrise des outils bureautiques classiques
• Capacité à travailler en équipe et à manager une équipe
• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
• Reporting à la hiérarchie</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
✈ : 01 73 30 29 80 ☛ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Catherine MICHEL, chef de l’unité programmes opérationnels
✈ : 01 73 30 22 05 ☛ : catherine.michel@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
✈ : 01 73 30 22 66 ☛ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
<tr><td colspan="3">Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d’un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d’un parcours de formation d’accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Un comité d’action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales.
La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu’à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.
Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l’établissement.
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.</td></tr>
</table>

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 14 juin 2019

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

Direction des Interventions / Service programmes opérationnels et promotion / Unité promotion

Emploi : chef(fe) de pôle promotion

N° appel à candidature : **19100**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP :** 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Promotion », composée de 35 personnes, met en œuvre un dispositif d'accompagnement des viticulteurs et des négociants dans leur développement commercial à l'export. Cette aide à la promotion est destinée aux entreprises et interprofessions exportant des vins sous appellation ou sans indication géographique vers des pays tiers, hors Union européenne.
Objectifs du poste	Le poste consiste à encadrer et à superviser les travaux d'une équipe de 5 à 6 agents en charge d'instruire et de liquider des dossiers de demande de paiement, en vue de déterminer les montants d'aide à payer aux bénéficiaires ayant réalisé des actions de promotion dans le secteur vitivinicole. Le titulaire du poste aura également en charge des sujets transverses en lien avec la mesure d'aide à la promotion.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Manager une équipe de 5 agents. • Assister et/ou former les agents de l'équipe en charge de la gestion du dispositif (suivi des contrôles sur place, suivi des échanges avec les corps de contrôle externe, établissement des conventions/avenants, instruction des dossiers,…) • Assurer la coordination des dossiers présentés au paiement relevant du pôle ; • Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes ou des outils de gestion, • Participer à des tâches transverses en plus de l'encadrement des agents du pôle (évaluation des projets, rédaction de note de procédure, …) • Participer aux opérations de reporting vis-à-vis notamment des autorités européennes.
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : service des contrôles, service juridique, agence comptable, services territoriaux en régions • Ministère de l'agriculture, Corps de contrôle internes et externes

	• Opérateurs économiques et interprofessions demandeurs de l’aide à la promotion

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences requises pour le poste	• Connaissance des outils bureautiques usuels • La connaissance d'un ou de dispositifs d'aide communautaire relevant de la PAC serait un plus Des formations aux outils et procédures de gestion seront assurées.	• Aptitude au travail en équipe • Capacité d'analyse et de synthèse • Autonomie et réactivité • Rigueur dans l'exécution des tâches • Capacité à rendre compte
Personnes à contacter	Lucilia MASSON, cheffe de l'unité promotion ✈ : 01 73 30 22 02 ☛ : lucilia.masson@franceagrimer.fr Marie TOUVAIS, adjointe à la cheffe de l'unité promotion ✈ : 01 73 30 23 60 ☛ : marie.touvais@franceagrimer.fr Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ✈ : 01 73 30 29 80 ☛ : thierry.janvier@franceagrimer.fr Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines ✈ : 01 73 30 22 66 ☛ : mobilite@franceagrimer.fr	

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 14 juin 2019